



Elections législatives 2017

Dossier de presse

SOMMAIRE

Contexte général	3
Objectifs.....	3
Ligne politique	3
Programme court	4
Libres de ne plus subir.....	4
Retrouver notre région et nos droits.....	4
Pour une démocratie directe et une moralisation de la vie publique	4
Rendre l'Europe à ses citoyens	4
Libres de faire vivre notre identité et notre culture	4
Une école qui nous respecte et que l'on respecte	4
Rendre à notre culture sa place dans la vie publique.....	5
Accueillir généreusement, intégrer fermement	5
Libres de pouvoir vivre sainement	6
Améliorer les moyens de transports.....	6
Préserver nos richesses, réduire nos dépendances.....	6
Libres de retrouver une société prospère et plus juste	6
Créer, simplifier et relocaliser.....	6
Social : solidaires et exigeants	7
Slogan de campagne.....	7

Candidats	7
Liste des candidats	7
Bas-rhin	7
Haut-Rhin	8
Remarques	9
Sondage	9
Objectif, méthodologie	9
Identité, langue	9
Institutions	10
Conclusion	10
Contact	10

CONTEXTE GÉNÉRAL

- Nous sommes 2 ans après le vote de la loi sur la réforme territoriale
- L'élection présidentielle a démontré un fort rejet des partis politiques traditionnels, en crise sur le plan idéologique et moral. Le nouveau président de la République n'aura probablement pas de majorité absolue à la nouvelle assemblée nationale, ce qui ouvre des possibilités intéressantes.
- Les attentes des Alsaciens en matière institutionnelle et linguistiques sont très fortes (voir chapitre sondage ci-après).
- L'élection intervient dans un contexte de progression continue du vote régionaliste en France ces 10 dernières années. Pour la première fois la Fédération Régions et Peuples Solidaires, dont Unser Land est membre, présentera plus de 200 candidats dans toute l'hexagone.
- L'élection législative est capitale car seule l'Assemblée nationale peut enfin de compte mettre fin au Grand Est et décider de créer une collectivité territoriale alsacienne avec des pouvoirs renforcés. Le moment est donc décisif.

OBJECTIFS

- Représenter les intérêts alsaciens en remettant sur la table la question des institutions et de la pérennisation de notre langue.
- Renforcer notre position dans le paysage politique alsacien (3^{ème} parti par le nombre de voix)
- Envoyer plusieurs députés à l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre nos propositions pour l'Alsace.

LIGNE POLITIQUE

- Priorité aux intérêts du peuple alsacien sur toute autre considération.
- Recherche d'une solution institutionnelle (autonomie administrative) dans le cadre des possibilités constitutionnelles actuelles (article 72 de la constitution)
- Pas de fusion des départements sans statut d'autonomie pour l'Alsace
- Positionnement ni-droite ni-gauche au-delà des catégories de la pensée unique. Nous sommes le parti de l'Alsace.
- Mise en avant de la démocratie directe
- Aborder les thèmes régaliens : Europe, économie, immigration, environnement. Un projet global cohérent avec la mission d'un député
- Aucune alliance avec les partis parisiens, ni-ni au second tour
- Seul le vote Unser Land est un vote utile, car nous sommes le seul parti capable de cumuler les reports de voix au second tour.

PROGRAMME COURT

LIBRES DE NE PLUS SUBIR

RETROUVER NOTRE RÉGION ET NOS DROITS

- Création d'une collectivité territoriale d'Alsace à statut particulier par fusion des départements Haut-Rhin et Bas-Rhin et attribution des compétences suivantes : éducation, transports, développement économique, aménagement du territoire, environnement, culture, énergie.
- Assemblée territoriale comprenant une assemblée délibérante et un exécutif. L'assemblée sera composée pour moitié de représentants des pays et de l'autre moitié d'une représentation politique proportionnelle.
- Attribution d'un pouvoir réglementaire à l'assemblée. Maintien du droit local et son évolution vers un droit régional, sous l'autorité de l'Assemblée d'Alsace.
- Suppression du millefeuille administratif et recomposition autour de 3 échelons : communes, pays, Alsace. Redécoupage territoriale sous forme de « pays » (bassins de vie) selon le principe de subsidiarité.
- Autonomie fiscale garantissant une autonomie décisionnelle. Financement par perception directe des impôts. Reversement à l'Etat de l'ordre de 20% des sommes perçues au titre des missions régaliennes et de la solidarité entre territoires.

POUR UNE DÉMOCRATIE DIRECTE ET UNE MORALISATION DE LA VIE PUBLIQUE

- Pour toutes les décisions relevant de la collectivité territoriale d'Alsace, des pays et des communes : possibilité de référendum d'initiative populaire organisé à partir d'une récolte de signatures correspondant à 5% du corps électoral. Possibilité de présenter des contrepropositions
- Scrutin proportionnel pour réduire le bipartisme. Prise en compte du vote blanc.
- Statut strict de l'élu : un mandat renouvelable une fois. Contrôle du train de vie (modèle scandinave).
- Suppression de l'Ecole Nationale d'administration (ENA)

RENDRE L'EUROPE À SES CITOYENS

- Transition vers une Europe des régions
- Réduire le pouvoir de la commission européenne, augmenter celui du parlement européen.
- Elections européennes organisées simultanément dans tous les pays
- Démocratie directe au niveau européen pour les décisions importantes (admission de nouveaux pays, traités constitutionnels, traités de commerce internationaux compétences déléguées).

LIBRES DE FAIRE VIVRE NOTRE IDENTITÉ ET NOTRE CULTURE

UNE ÉCOLE QUI NOUS RESPECTE ET QUE L'ON RESPECTE

- Régionalisation du système éducatif de l'Education Nationale, avec une maîtrise partielle des programmes, du recrutement et de la formation des enseignants, ouverte aux germanophones natifs d'outre-Rhin.

- Création d'écoles alsaciennes sur le modèle luxembourgeois : immersion en dialecte jusqu'à 6 ans, introduction de l'allemand standard à 6 ans, introduction du français à 10 ans. Enseignement bilingue jusqu'à l'université comprise.
- La sécurité à l'école avec un retour aux fondamentaux : respect et autorité des professeurs, discipline, cours de civisme, exclusions et internats spécialisés, prix et récompenses...
- Abandon du dogme « 80% d'une classe d'âge au bac » et valorisation des métiers. Gestion régionale de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel.
- Développement et extension du partenariat EUCOR avec les universités du Rhin Supérieur (Basel, Freiburg, Heidelberg et Karlsruhe) pour les étudiants et en lien avec les entreprises demandeuses, à travers un pôle de recherche, fondamentale et appliquée.

RENDRE À NOTRE CULTURE SA PLACE DANS LA VIE PUBLIQUE

- Co-officialité de l'allemand standard et dialectal avec le français, bilinguisme dans l'administration et les structures privées accueillant du public
- Création d'un service public alsacien bilingue de télévision et de radio propre, valorisant l'actualité, l'identité, l'héritage et l'innovation alsacienne. Développement de la production audiovisuelle régionale, partenariat avec les chaînes publiques allemandes et suisses alémaniques. Accès sans péage supplémentaire aux chaînes de télévision publique germanophones quel que soit l'opérateur pour tous les foyers alsaciens.
- Evaluation et recadrage des politiques mémorielles en Alsace avec l'aide d'un comité international d'historiens.
- Soutien aux créations de spectacles, aux animations et productions artistiques et littéraires composées en allemand standard et dialectal.
- Lancement d'un concours destiné à développer une architecture régionale contemporaine afin de lutter contre l'uniformisation architecturale et créer un lien entre tradition et modernité.
- Régionalisation de l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) et redéfinition de ses missions sur le bon sens, les contraintes énergétiques et la modernité qui s'impose.

ACCUEILLIR GÉNÉREUSEMENT, INTÉGRER FERMEMENT

- Mise en place d'un programme volontariste d'intégration : cours de langue et de culture obligatoires, programme de rénovation urbaine pour accroître la mixité sociale,
- Une politique migratoire responsable et maîtrisée, dans la mesure de nos possibilités et avec une obligation d'intégration
- Mise en place d'une politique étrangère tendant à couper les racines de l'immigration massive : arrêt du colonialisme économique, aide au développement, prévention des conflits.
- Répartition de l'aide aux réfugiés entre tous les pays (y compris ceux du Golfe), en fonction de leurs capacités.
- Maintien du régime concordataire et la protection des cultes reconnus.

LIBRES DE POUVOIR VIVRE SAINEMENT

AMÉLIORER LES MOYENS DE TRANSPORTS

- Mise en place un schéma des transports intérieurs et transfrontaliers pour l'Alsace et le Rhin supérieur
- Attribution à la collectivité d'Alsace de l'organisation de l'ensemble des modes de transport collectif de la région afin d'assurer leur cohérence et leur complémentarité, partenariat avec des comités d'usagers utilisant ces lignes.
- Création d'une communauté tarifaire sur toute l'Alsace (un seul système de billet, d'abonnement et de réductions valable pour tous les transports publics) étendue à l'Eurodistrict.
- Réouverture des lignes ferroviaires Colmar ↔ Freiburg, Haguenau ↔ Rastatt (en connexion avec Baden-Airpark).
- Imposer que les zones d'emploi soient desservies par des transports collectifs
- Application de l'écotaxe sur les poids lourds en transit
- Le développement du ferroutage, à commencer avec des plateformes multimodales par garder sur rail les camions déjà embarqués sur ferroutage suisse.
- Abandon du projet de GCO à Strasbourg.

PRÉSERVER NOS RICHESSES, RÉDUIRE NOS DÉPENDANCES

- Freiner l'étalement urbain en fixant aux communes des règles de densification de l'habitat.
- Préserver la nappe phréatique rhénane en démantelant Stocamine et en réduisant l'emploi des pesticides.
- Régionaliser la production hydroélectrique rhénane (66% des besoins alsaciens).
- Privilégier les énergies renouvelables (recherche, innovation) en faisant de l'Alsace une région d'avant-garde et d'excellence.
- Fermer la centrale nucléaire de Fessenheim et développer sur le site une filière de démantèlement d'installations nucléaires.
- Favoriser une agriculture en culture « bio » et un élevage qui respecte le bien-être animal.

LIBRES DE RETROUVER UNE SOCIÉTÉ PROSPÈRE ET PLUS JUSTE

CRÉER, SIMPLIFIER ET RELOCALISER

- Valorisation de la filière professionnelle et de l'apprentissage, renforcement du bilinguisme et des compagnonnages transfrontaliers. Renforcement du droit local garantissant le statut de l'apprenti et du brevet de maîtrise.
- Soutien aux PME par rapport aux grands groupes. Faciliter la transmission des petites entreprises.
- Création d'une banque alsacienne d'investissement et de développement régional pour un soutien aux PME. Incitation des alsaciens à détenir eux-mêmes leur dette, par le biais de placements et d'obligations dans cette banque.
- Redressement fiscal des grandes entreprises pratiquant « l'optimisation fiscale »
- Simplification radicale du code du travail en créant un contrat de travail unique (fonctionnaires compris) dans le respect et pour le progrès du niveau de vie. Négociations sociales branche par branche.
- Création d'un Institut Statistique Alsacien
- Durcissement des contrôles contre le travail au noir et les abus de bien sociaux.

- Développement des circuits courts de production par incitation fiscale
- Taxation des marchandises produites dans les pays ayant une faible protection sociale.

SOCIAL : SOLIDAIRES ET EXIGEANTS

- Mise en place d'une aide sociale unique, remplaçant l'ensemble du dispositif d'aide (RSA, Aide au retour à l'emploi, FSL ...), soumise à contrôle d'attribution et contrepartie citoyenne.
- Alignement du régime des indépendants (RSI) au régime général, voire local en Alsace-Moselle.
- Maintien et mise à jour de notre Régime Local d'Assurance Maladie d'Alsace-Moselle (RLAM)
- Maintien du remboursement des médicaments usuels basé sur un tarif générique unique
- Réouverture du droit d'option pour les frontaliers

SLOGAN DE CAMPAGNE

Notre slogan de campagne : **« Libérons l'Alsace ! »**

- C'est un slogan court, frappant. Il crée une interrogation et pousse à la réflexion : « libérer de quoi et pourquoi ? »
- Il nous identifie immédiatement : notamment parce qu'il rappelle le slogan « Elsass frei » lequel renvoie aux manifestations contre la réforme territoriale
- Il est positif : car il évoque le mot « liberté ». La liberté est un idéal qui s'oppose à un monde désabusé et matérialiste.
- Il est constructif : il permet de faire le lien entre la contestation et la nécessaire construction.
- Il se décline à l'infini : libérer l'Alsace du centralisme, du chômage, des élus des partis parisiens, de l'acculturation, du déni de démocratie, etc.

CANDIDATS

LISTE DES CANDIDATS

BAS-RHIN

67-1

- Candidate : HERVAULT Sabine, 49 ans, infirmière libérale
- Suppléant : HELFRICH Maxence, 19 ans, cuisinier

67-2

- Candidat : SPINNER Alexandre, 64 ans, enseignant en retraite
- Suppléant : HUSER Jean-Claude, 67 ans, retraité

67-3

- Candidate : MUNCHENBACH Andrée, 62 ans, enseignante en retraite, ancienne conseillère départementale du Bas-Rhin, conseillère municipale de Schiltigheim
- Suppléant : DARROMAN Vincent, 47 ans, expert en assurance, conseiller municipal de Hoenheim

67-4

- Candidate : KECK Morgane, 24 ans, sans emploi
- Suppléant : GOEPFERT Jérôme, 37 ans, commercial

67-5

- Candidat : SIMLER Gérard, 65 ans, médecin généraliste, ancien conseiller départemental du Bas-Rhin
- Suppléant : MEYER Martin, 50 ans, ingénieur

67-6

- Candidat : PLAISANT-HERMANNNS Jeanine, 65 ans, conseillère agréée en finance
- Suppléant : PERESSON Pierre, 32 ans, médecin généraliste

67-7

- Candidat : LORBER Jean-Marie, 54 ans, directeur d'entreprise
- Suppléante : DECKER Léna, 23 ans, étudiante

67-8

- Candidate : HARTMANN Gaby, 59 ans, technicienne commerciale
- Suppléante : MARECHAL WALLIOR Barbara, 40 ans, ambulancière

67-9

- Candidat : LEBER Jean-Luc, 64 ans, chef d'entreprise
- Suppléant : UNDREINER Nicolas, 48 ans, fonctionnaire territorial

HAUT-RHIN

68-1

- Candidate : HOOG Nadia, 46 ans, acheteur dans l'industrie
- Suppléant : NOIRJEAN Dominique, 62 ans, proviseur adjoint

68-2

- Candidat : LOEWERT Daniel, 58 ans, responsable d'agence bancaire, conseiller municipal de Rouffach
- Suppléante : FRICK Chantal, 56 ans, viticultrice

68-3

- Candidat : OTT Hervé, 42 ans, économiste à l'Union européenne
- Suppléante : FRANÇON Huguette, 51 ans, comptable

68-4

- Candidat : DUSS David, 41 ans, technicien
- Suppléante : FIMBEL Géraldine, 31 ans, assistante commerciale bilingue

68-5

- Candidat : ROUGE DIT GAILLARD Ghislaine, 57 ans, directrice d'établissement d'insertion d'handicapés, conseillère municipale d'Ungersheim
- Suppléant : BASCHUNG Régis, 54 ans, technicien

68-6

- Candidat : ROTH Laurent, 28 ans, technico-commercial
- Suppléant : KEMPF Jean-Noël, 44 ans, fonctionnaire territorial

REMARQUES

Lors des prochaines élections législatives des 11 et 18 juin 2017, le mouvement alsacien Unser Land présentera des candidats dans toutes les circonscriptions d'Alsace soit 15 candidats (voir liste ci-dessus). C'est inédit pour un parti autonomiste alsacien.

Aux antipodes des partis parisiens, comme Les Républicains, les candidats Unser Land sont le reflet de la société alsacienne. Unser Land respecte la parité en présentant 7 femmes et 8 hommes.

Nos candidats sont dans la force de l'âge : la moyenne d'âge des candidats et suppléants est de 48 ans. Tous les candidats sont issus de la société civile. Toutes les grandes catégories de professions sont représentées (employés, professions libérales, fonctionnaires, retraités),

SONDAGE

OBJECTIF, MÉTHODOLOGIE

Que veulent les Alsaciens ? La meilleure façon de le savoir, c'est de leur poser enfin la question. En attendant de pouvoir instaurer une démocratie directe comme contre-pouvoir aux décisions des élus, Unser Land a décidé de donner la parole au peuple alsacien. Pour cela, nous avons demandé à un institut indépendant renommé, le CSA, de réaliser un sondage dans des conditions garantissant une impartialité et une fiabilité indiscutables. Ce sondage a été réalisé par téléphone du 13 au 18.04.2017 selon la méthode des quotas, auprès d'un échantillon de 1002 personnes résidant en Alsace et âgées de 18 ans et plus. Les quotas définis sont les suivants : sexe, âge, profession du répondant, département et catégorie d'agglomération.

A notre connaissance, c'est la première fois qu'un tel sondage interroge en détail les Alsaciens sur la question de l'autonomie et de l'indépendance. Peut-être parce que certains n'ont pas intérêt à ce que les résultats soient rendus publics. Quant aux autres sujets abordés – langue, droit local – ils n'ont pas fait l'objet de sondage depuis des années. Les résultats sont sans appel : les Alsaciens réclament une région Alsace autonome ainsi qu'un avenir pour leur langue.

IDENTITÉ, LANGUE

L'étude a mis en exergue un fort sentiment identitaire : ainsi les Alsaciens se sentent d'abord et avant tout Alsaciens (38%). Par ailleurs, à leurs yeux, l'organisation de la France est perçue comme trop centralisée. En effet, 61% des Alsaciens critiquent le monopole de la capitale sur les décisions françaises majeures.

Les Alsaciens sont très attachés à leur langue régionale mais surtout, ils veulent lui donner un avenir. Ainsi, 61% des Alsaciens sont favorables à l'essor de l'apprentissage des deux composantes de la langue régionale (allemand standard et alsacien), sans vouloir défavoriser l'une au profit de l'autre.

Pour permettre cet essor de l'apprentissage de l'allemand et de l'alsacien, les 2/3 des Alsaciens souhaitent voir se développer les écoles bilingues français-allemand. En outre, une moitié des Alsaciens sont favorables à l'officialisation de la langue régionale au côté de la langue française.

Cela ne fait aucun doute, les Alsaciens souhaitent conserver leur droit local (78%). On peut y voir la marque d'un attachement important à cette particularité régionale.

INSTITUTIONS

Les Alsaciens réclament avec force leur souhait de voir l'Alsace redevenir une région : 84% y sont favorables (dont 49% « tout à fait favorables »). Ce souhait est très majoritaire auprès de toutes les catégories de populations et il est pratiquement unanime chez les ouvriers (92%) et les habitants du Haut-Rhin (89%).

Près de trois quarts des Alsaciens (73%) souhaitent également la création d'un Conseil unique d'Alsace, regroupant les compétences du département et de la région.

Enfin, une large majorité des Alsaciens (58%) sont favorables à ce que l'Alsace dispose d'un statut d'autonomie à l'instar des cantons suisses ou des Länder allemand.

La prise de conscience des atouts de la région mais également l'exaspération face aux humiliations subies de la part de l'Etat expliquent également la montée d'un courant ouvertement indépendantiste. Ainsi, 18% des Alsaciens sont favorables à ce que l'Alsace devienne un pays indépendant de la France, comme la Suisse ou le Luxembourg. Ce chiffre dépasse les 25% dans les petites villes et ainsi que chez les ouvriers (27%).

Si la région Alsace était recréée, le drapeau « Rot un Wiss » pourrait devenir son emblème : 67% des Alsaciens approuvent cette proposition, notamment les plus jeunes qui sont les plus enthousiastes (81% des moins de 35 ans).

CONCLUSION

Ce sondage démontre le décalage complet entre les aspirations des Alsaciens et l'action de leurs élus, du moins en ce qui concerne les questions institutionnelles et linguistiques. Alors que les candidats de tous bords sont obnubilés par les débats hexagonaux et le score des partis nationaux, Unser Land est la seule formation à être en phase avec les Alsaciens sur ces questions, mais également la seule à donner les garanties pour que ces engagements soient portés jusqu'au bout, et non sacrifiés à une logique partisane.

CONTACT

Porte-parole :

- Jean-Georges Trouillet
- jgtrouillet@yahoo.fr
- 06 67 28 85 69

Directeur de campagne :

- Jean-François Mattler
- jf@mattler.me
- 06 52 16 09 26